

## L'UPR demande au gouvernement français d'exiger la publication des résultats de l'enquête internationale sur le vol MH17 et d'annuler ses sanctions à l'égard de la Russie



L'hebdomadaire néerlandais à grand tirage [Elsevier](#) a [révélé le 19 novembre 2014](#) que le gouvernement des Pays-Bas refuse de rendre public l'accord secret relatif aux investigations sur le crash du vol MH17 en Ukraine, conclu entre les quatre pays impliqués dans l'enquête, à savoir la Belgique, l'Australie, l'Ukraine et la Hollande. Ces États constituent le « *Joint Investigation Team* », JIT, que la Malaisie a été autorisée à rejoindre [le 28 novembre 2014](#) seulement, soit bien après l'enquête.

*Elsevier*, repris par une série de médias étrangers, comme [l'Express belge](#) ou [Russia Today](#), tend ainsi à confirmer les [rumeurs](#) selon lesquelles le résultat des investigations sur le vol MH17 a été classé « *secret défense* » dès le mois d'août 2014 par les pays membres du JIT.

L'attitude embarrassée du JIT, dont les quatre premiers membres sont des pays totalement alignés sur la politique étrangère des États-Unis d'Amérique, laisse penser qu'il possède des éléments disculpant les séparatistes et, à l'inverse, incriminant le gouvernement de Kiev dans le drame du vol MH17. **Cette version des faits serait cohérente avec le scénario selon lequel le Boeing de la Malaysia Airlines aurait été abattu par un avion de chasse ukrainien.** Plusieurs médias français de grande diffusion ont d'ailleurs évoqué sérieusement cette hypothèse pour la première fois ce 24 décembre 2014 (voir [ici](#) ou [ici](#)).

L'UPR souligne que le [Président américain](#) avait déclaré dès le lendemain de la catastrophe, le 18 juillet 2014, que l'avion de la *Malaysian Airlines* avait été abattu par les séparatistes pro-russes à l'aide d'un missile sol-air, version immédiatement reprise en boucle par tous les médias et responsables politiques euro-atlantistes.

C'est sur la base de cette affirmation – corroborée par aucune preuve et manifestement contredite par une autre version autrement étayée – que l'Union européenne et la France ont adopté, [sous pression de Washington](#), un train de [sanctions « économiques »](#) à l'égard de la Russie. L'UPR rappelle que ces « *sanctions* » ont entraîné des représailles russes catastrophiques pour l'économie française et notamment pour l'agriculture.

L'UPR rappelle également que ces « *sanctions* » profitent, en définitive, aux [intérêts américains](#) dont le poids dans le commerce extérieur de la Russie a progressé en 2014, au détriment des intérêts européens, et particulièrement français.

L'UPR demande au gouvernement français d'exiger la publication exhaustive des résultats de l'enquête

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
**internationale du JIT et d'annuler toute sanction à l'égard de la Russie tant qu'il n'a pas obtenu satisfaction.**